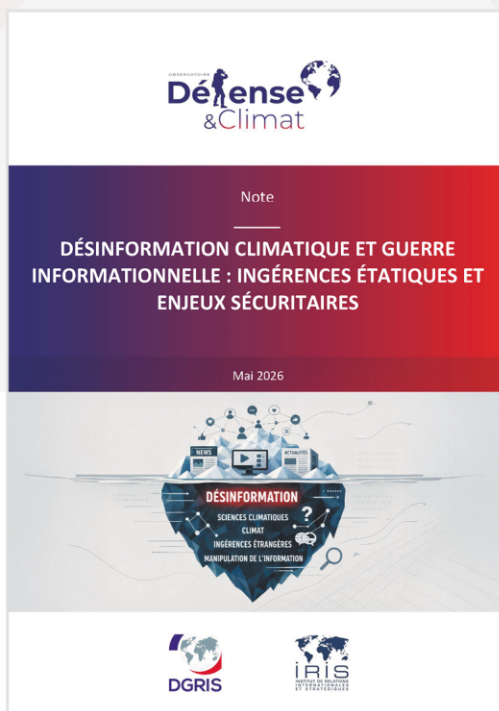


SYNTHÈSE

DÉSINFORMATION CLIMATIQUE ET GUERRE INFORMATIONNELLE : INGÉRENCES ÉTATIQUES ET ENJEUX SÉCURITAIRES

Mai 2026





L'Observatoire Défense et Climat, lancé en décembre 2016, a pour objectif d'étudier les enjeux de sécurité et de défense liés au climat.

Il est coordonné par l'IRIS dans le cadre du contrat réalisé pour le compte de la Direction générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS) du ministère des Armées. Fort d'une équipe pluri et transdisciplinaire, l'Observatoire est composé de chercheurs spécialisés en relations internationales, sécurité, défense, migrations, énergie, économie, climatologie et santé. Il est dirigé par deux coordinateurs scientifiques : Mathilde Jourde et François Gemenne.

L'Observatoire a initié de nombreuses collaborations avec des partenaires européens (Pays-Bas, Luxembourg) et internationaux (Australie, États-Unis, Inde), des ONGs internationales, des organismes publics nationaux et internationaux. Ces initiatives ont permis de renforcer la coopération sur les enjeux climatiques et leurs implications sécuritaires.

L'Observatoire Défense et Climat propose des rapports et notes, organise des séminaires restreints et des conférences ouvertes au public, et anime le podcast « Sur le front climatique ».

www.defenseclimat.fr

Le ministère des Armées fait régulièrement appel à des études externalisées auprès d'instituts de recherche privés, selon une approche géographique ou sectorielle venant compléter son expertise externe. Ces relations contractuelles s'inscrivent dans le développement de la démarche prospective de défense, qui, comme le souligne le dernier Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale, *« soit pouvoir s'appuyer sur une réflexion stratégique indépendante, pluridisciplinaire, originale, intégrant la recherche universitaire comme des instituts spécialisés »*.

Une grande partie de ces études sont rendues publiques et mises à disposition sur le site du ministère des Armées. Dans le cas d'une étude publiée de manière parcellaire, la Direction générale des relations internationales et de la stratégie peut être contactée pour plus d'informations.

AVERTISSEMENT : Les propos énoncés dans les études et observatoires ne sauraient engager la responsabilité de la Direction générale des relations internationales et de la stratégie ou de l'organisme pilote de l'étude, pas plus qu'ils ne reflètent une prise de position officielle du ministère des Armées.

À PROPOS DES AUTRICES DE LA NOTE



Mathilde Jourde / IRIS

Co-directrice de l'Observatoire Défense et Climat et responsable du programme Climat, environnement et sécurité de l'IRIS. Elle est titulaire d'un Bachelor en Relations internationales et Histoire de la London School of Economics and Political Science, ainsi que d'un master en Développement durable et innovation sociale de HEC Paris.



Éléonore Duffau / IRIS

Chercheuse au sein du programme Climat, environnement, sécurité de l'IRIS. Elle est titulaire d'un master 2 en Affaires européennes réalisé à Sciences Po Paris.



Smilla Guillaume / IRIS

Étudiante en master 2 de Relations internationales à Sciences Po Lyon. Elle occupe le poste d'assistante de recherche au sein du programme Climat, environnement, sécurité de l'IRIS depuis janvier 2026.

La spécificité de la guerre informationnelle réside dans son caractère évolutif : afin d’atteindre efficacement les opinions publiques, elle s’adapte aux environnements sociaux et politiques en se greffant aux thématiques qui suscitent une attention accrue dans les sociétés ciblées (Chauvancy, 2025). Comme de nombreux autres enjeux, les changements climatiques peuvent donc être intégrés dans le cadre de la guerre informationnelle.

Bien que l’intégration des questions climatiques dans le cadre d’ingérences informationnelles étrangères soit récente, **la manipulation de l’information climatique est en réalité une pratique ancienne**. Toutefois, la désinformation climatique contemporaine se distingue par la diversité des acteurs impliqués : aux acteurs des énergies fossiles s’ajoutent désormais ceux de la *Big Tech*, ainsi que des acteurs étatiques. De 2023 à 2025, la désinformation climatique représentait en moyenne 7,7 % de l’ensemble des contenus de désinformation recensés dans l’Union européenne (UE).

La manipulation de l’information climatique recouvre une diversité de pratiques, dont les nuances reposent sur le degré d’intentionnalité. L’UE établit ainsi une distinction entre « mésinformation » – définie comme la « diffusion de contenus faux ou trompeurs transmis sans intention de nuire, même si leurs effets peuvent néanmoins être préjudiciables » – et la « désinformation », définie comme des « contenus faux ou trompeurs diffusés avec l’intention de tromper ou dans un but lucratif ou politique et susceptibles de causer un préjudice public » (Commission européenne, 2020, p.21).

Dans la continuité des travaux menés par l’Observatoire Défense et climat sur l’intégration des changements climatiques dans les dynamiques de guerre hybride, l’objectif de cette note est **d’analyser l’instrumentalisation de l’information climatique par des puissances étrangères**, grâce à une approche multifactorielle. **Dans cette perspective, elle propose d’intégrer les questions climatiques comme nouvel objet de la guerre informationnelle**. Ainsi, après une présentation du **cadre méthodologique** du nexus désinformation climatique – guerre informationnelle (I), cette note propose un panorama des principaux **acteurs étatiques** de la désinformation climatique ciblant l’Europe, notamment la Russie et les États-Unis, ainsi que leurs interactions avec des acteurs non étatiques (II). L’analyse porte ensuite sur les **conséquences sécuritaires** de la désinformation climatique (III). Sur la base de ces conclusions, la note développe trois **scénarii de prospective**, accompagnés de **recommandations** à destination du ministère des Armées (IV).

I. Cadre méthodologique : une approche multifactorielle pour analyser le nexus désinformation climatique – guerre informationnelle

Afin de mieux appréhender le lien entre désinformation climatique et ingérences étrangères, l'Observatoire Défense et Climat s'appuie sur une **méthodologie, incluant une revue des termes clés**, pour analyser l'utilisation stratégique de l'information climatique d'origine étrangère. Au-delà de ce cadre méthodologique, cette note présente **les principaux thèmes** relatifs aux enjeux climatiques instrumentalisés dans le cadre d'ingérences étrangères.

A. Une terminologie à la croisée des champs informationnels et climatiques

Cette note mobilise tout d'abord des concepts issus du champ informationnel, à l'instar de celui de « Foreign information manipulations and interference » (FIMI) – en français « manipulation de l'information et ingérence étrangère ». Développée par le Service européen pour l'action extérieure (SEAE), la « **FIMI** » caractérise l'usage hostile de l'information et recouvre un ensemble de comportements qui menacent, ou sont susceptibles de menacer, les valeurs, les procédures et processus politiques européens. La notion d'**ingérence** est également employée pour désigner l'ensemble des actions menées par un État ou un acteur étranger afin d'influencer l'opinion publique nationale, le plus souvent *via* la propagation de propos mensongers. En outre, cette note mobilise une **terminologie relevant des sciences climatiques et des sciences de l'information et de communication**. Une pluralité de concepts et de pratiques existe ainsi pour qualifier les différentes **stratégies d'obstruction climatique**, visant à ralentir ou bloquer les politiques climatiques. Celles-ci ont évolué dans le temps : entre les années 1960 et 2010, les discours de désinformation reposaient principalement sur le déni des changements climatiques et de leur origine anthropique. Depuis le milieu des années 2010, ces stratégies se sont déplacées vers une **remise en cause** des acteurs et des leviers mobilisés pour répondre aux enjeux climatiques. La mobilisation des champs, climatique et informationnel, permet d'étudier le nexus désinformation climatique - guerre informationnelle, ainsi que d'identifier et d'analyser les stratégies poursuivies par les États diffusant de la désinformation climatique dans des États étrangers.

B. Une méthodologie de collecte de données de la désinformation climatique fondée sur la matrice FIMI du Service européen pour l'action extérieure (SEAE)

Depuis 2023, le SEAE produit des rapports consacrés aux acteurs de la FIMI, principalement la Russie et la Chine. Pour cela, le SEAE a développé une matrice d'analyse adaptée aux régimes autoritaires, identifiés comme menaces stratégiques pour l'Europe, qui permet d'identifier les principaux canaux de diffusion de désinformation d'un État.

L'Observatoire Défense et Climat a élaboré une méthodologie fondée sur cette matrice, en l'adaptant à l'analyse du nexus entre désinformation climatique et guerre informationnelle. Dans un premier temps, cette approche intègre à l'analyse des États traditionnellement non perçus comme des acteurs de la FIMI, tels que les États-Unis. Dans un second temps, elle enrichit la matrice avec des cas recensés et identifiés de désinformation climatique.

Pour ce faire, l'Observatoire s'appuie sur une **collecte de données portant sur des cas identifiés de désinformation climatique émanant de la Russie et des États-Unis**. Sans viser l'exhaustivité, cette collecte permet néanmoins de dégager les grandes tendances de la désinformation climatique russe et américaine ciblant l'Europe.

C. Revue des principaux narratifs de désinformation climatique déployés par la Russie et les États-Unis

La collecte de données met en lumière trois principaux thèmes de la désinformation climatique, appelés « **objets** » : les politiques énergétiques et climatiques, les sciences climatiques, ainsi que les événements climatiques extrêmes. L'objet « **politiques énergétiques et climatiques** » concerne l'instrumentalisation des questions relatives aux politiques et réglementations énergétiques et climatiques. L'objet « **sciences climatiques** » recense la désinformation ciblant les sciences et les scientifiques du climat. Enfin, l'objet « **événements climatiques extrêmes** » désigne la manipulation de l'information en lien avec des aléas météorologiques et climatiques. Chaque objet de désinformation climatique donne lieu à une multitude de « **narratifs** ». Ceux-ci correspondent aux principaux récits déclinés par les États émetteurs. Ils se matérialisent par la diffusion d'informations fausses ou erronées, et montrent la diversité des formes de manipulation de l'information climatique.

II. La désinformation climatique comme instrument au service de la politique étrangère de la Russie et des États-Unis

Les canaux de diffusion, les principaux narratifs ainsi que les objectifs hypothétiques de la désinformation climatique russe et états-unienne s'inscrivent dans un cadre plus large de campagnes de manipulation de l'information et d'ingérences étrangères. **Cette désinformation implique une diversité d'acteurs** : les États s'appuient sur des acteurs non étatiques et des *proxies*, telles que des parties prenantes de l'industrie fossile, de l'économie de l'attention et de la sphère politique nationale.

A. Russie : une désinformation climatique dissimulée et indirecte, motivée par des intérêts économiques et stratégiques

D'après les données collectées, la désinformation climatique russe en Europe est majoritairement **dissimulée**, provenant principalement de canaux alignés à l'État ou liés à celui-ci, tels que *Portal Kombat*. Le principal objet mobilisé par la désinformation climatique russe concerne les **politiques énergétiques et climatiques**. Ce narratif vise principalement le Pacte vert et les réglementations climatiques de l'UE. Plus largement, les **institutions européennes, l'Allemagne et l'Ukraine** sont les cibles les plus récurrentes de la désinformation climatique russe.

Une première interprétation de ces données indique que les objectifs visés par la Russie pourraient être **économiques**. Le maintien du *statu quo* carboné garantit à la Russie la pérennité de ses exportations de ressources pétrolières et gazières, essentielles à la stabilité et à la croissance économique du pays. Ainsi, en entretenant le doute quant à la réalité ou à l'urgence des changements climatiques, ces campagnes chercheraient à freiner la transition écologique et énergétique de l'Europe, en retardant l'adoption de politiques énergétiques susceptibles de réduire la dépendance européenne aux hydrocarbures (notamment provenant de Russie). **Par ailleurs, la désinformation climatique russe s'inscrit également dans le cadre d'objectif stratégique plus large de « stratégie du chaos » visant à déstabiliser des régimes démocratiques européens.** La polarisation des espaces publics et numériques contribuerait à accentuer les divisions politiques et sociales au sein des sociétés européennes, et à affaiblir leur confiance envers les institutions et autorités publiques. Enfin, l'usage stratégique de l'information climatique par la Russie à l'encontre de l'Europe se décline sur d'autres terrains. Il est notamment perceptible sur le continent africain, où la Russie semble également alimenter des accusations de néocolonialisme envers les pays occidentaux.

B. États-Unis : une désinformation climatique dissimulée et directe, à des fins économiques et idéologiques

D'après les données collectées, la désinformation climatique états-unienne en Europe est **majoritairement dissimulée** provenant principalement de canaux liés à l'État et de canaux alignés sur l'État. Cependant, une part considérable est également diffusée de manière assumée par des canaux officiels d'État (24 %), provenant par exemple du site de la Maison-Blanche. Cette désinformation se concentre surtout sur les **politiques énergétiques et climatiques**, visant principalement le Pacte vert et les réglementations climatiques de l'UE. Plus largement, les **institutions européennes, l'Ukraine et le Royaume-Uni** sont les cibles les plus récurrentes de la désinformation climatique états-unienne.

Les cas issus de la collecte de données suggèrent qu'à l'instar de la Russie, la désinformation climatique états-unienne poursuivrait un **objectif économique**. L'administration actuelle des États-

Unis chercherait ainsi à maintenir, voire à renforcer la dépendance mondiale aux énergies fossiles. Cette position est appuyée par le secteur privé ainsi que par des réseaux de groupes de réflexion, tels que des *think tanks* climatosceptiques. Elle s'inscrit dans le prolongement de stratégies historiquement développées par les entreprises du secteur des énergies fossiles, visant à semer le doute quant à l'existence ou à la gravité des changements climatiques. **Une autre hypothèse réside dans la dimension idéologique de la désinformation climatique états-unienne.** À ce titre, la désinformation climatique contemporaine aux États-Unis serait également un outil au service des idéologies conservatrices et réactionnaires états-uniennes incarnées par Donald Trump, également captées par la sphère complotiste.

C. Les typologies de la désinformation climatique en Russie et aux États-Unis : entre convergences et divergences

L'analyse des données révèle des similitudes entre les approches russe et états-unienne, s'agissant notamment des objectifs et des cibles privilégiées : la désinformation climatique de ces États est utilisée comme moyen de remise en cause des changements climatiques et des politiques de lutte associées. L'objectif poursuivi est principalement économique, visant à maximiser l'utilisation des énergies fossiles. **Toutefois, leurs stratégies divergent sur la forme.** Bien que la Russie et les États-Unis diffusent majoritairement la désinformation de manière dissimulée, une différence notable apparaît dans les canaux employés : aux États-Unis, la désinformation assumée est relayée par des canaux officiels de l'État, tandis qu'en Russie, elle est diffusée principalement par des médias contrôlés par l'État. De plus, l'approche russe s'inscrit dans une logique stratégique, visant à saturer l'espace informationnel de fausses informations – le « white noise », alors que la désinformation climatique états-unienne s'inscrit davantage dans une approche idéologique, marquée par des prises de position plus directes et la suppression de données – pouvant être qualifiées de « black noise ». Enfin, **d'autres pays tels que la Chine ont recours à la désinformation climatique**, principalement dans la zone pacifique et de l'Asie du Sud-Est.

III. Répercussions sécuritaires de la désinformation climatique : implications stratégiques et opérationnelles

La manipulation de l'information climatique a des **implications sécuritaires**, y compris à l'échelle nationale et au sein de l'appareil militaire, ce qui nécessite une **prise en compte de la désinformation climatique aux niveaux réglementaire et institutionnel.**

A. Les conséquences stratégiques : la désinformation climatique comme risque pour la préparation des forces armées

Les implications stratégiques de la désinformation climatique pour les forces armées sont particulièrement visibles aux États-Unis. Si l'institution militaire américaine a été pionnière dans l'intégration des changements climatiques aux politiques de défense, la politique climatique de la seconde administration Trump marque un tournant dans la prise en compte des enjeux de sécurité climatique. En effet, la remise en cause de la lutte contre les changements climatiques – suppression de toute mention des changements climatiques dans les documents fédéraux, suppression de bases de données climatiques, réduction des financements liés au climat – a des conséquences directes sur les forces armées. Cette politique réduit les capacités de préparation et de planification des armées, lorsqu'elles opèrent sur des terrains susceptibles d'être altérés par les changements climatiques. Cela se manifeste tant au niveau stratégique avec une impréparation face à l'émergence de nouvelles dynamiques conflictuelles, mais également au niveau capacitaire, concernant l'inadaptation des matériels aux nouvelles conditions climatiques, constituant ainsi un véritable impensé stratégique.

Au-delà des forces armées, la suppression des données climatiques comporte également des implications à l'échelle mondiale : les travaux d'institutions états-uniennes, telles que la NASA ou l'Agence américaine d'observation océanique et atmosphérique (NOAA), constituent des bases de données essentielles qui alimentent de nombreux modèles à travers le monde et structurent les discussions dans le cadre la gouvernance mondiale.

B. Les conséquences opérationnelles : les répercussions directes et indirectes de la désinformation climatique sur les interventions de secours d'urgence

Les conséquences opérationnelles de la désinformation climatique pour les armées sont particulièrement visibles en cas de manipulation de l'information lors d'aléas météorologiques et de catastrophes naturelles. En effet, parmi la centaine de contenus trompeurs recensés lors du phénomène DANA (2024) en Espagne, plusieurs cas de désinformation ciblaient directement les forces civiles et armées – affirmant par exemple que la Police nationale et les Unités militaires d'urgence espagnoles auraient dissimulé des victimes – alimentant ainsi une défiance entre les forces de secours d'urgence, incluant les armées, et les populations. Indirectement, la désinformation climatique a également des répercussions sur les forces armées en complexifiant les conditions d'opérations des forces de sécurité civile et des forces armées. **L'ouragan Helene en Floride, en 2024, illustre également les répercussions directes et indirectes de la désinformation,** celle-ci ayant aussi ciblé les forces de sécurité civile et les forces armées. Ce cas met aussi en lumière la manière dont la désinformation en contexte de catastrophe naturelle peut engendrer de nouvelles crises, notamment

en alimentant des incitations à la violence à l'encontre des autorités publiques ou des services de secours.

Sur une échelle de temps plus longue, il est également possible d'identifier certaines répercussions de la désinformation climatique sur les forces armées. En amont, la désinformation climatique peut réduire l'efficacité des politiques de prévention et d'anticipation de ces événements. En aval, la désinformation climatique peut contribuer à l'érosion de la confiance à long terme, entre les populations et les forces de secours d'urgence, civiles ou militaire.

C. Une prise en compte partielle de la désinformation climatique au niveau européen et français

La désinformation climatique d'origine étrangère est, dans l'ensemble, peu prise en compte au niveau européen et français. Toutefois, des dispositifs plus larges de lutte contre les manipulations de l'information existent. **À l'échelle européenne, le *Digital Services Act* (DSA)**, entré en vigueur en février 2024, vise à renforcer la transparence des très grandes plateformes (Google, Tiktok, Shein, YouTube, etc.). Il s'agit également de les responsabiliser face aux risques informationnels. Plusieurs initiatives de sensibilisation existent également au niveau européen, à l'image de la récente campagne *Climate Facts Matter*. **À l'échelle nationale, VIGINUM** est l'organe principal de lutte contre les ingérences numériques étrangères. Ce service analyse les écosystèmes informationnels numériques d'acteurs étrangers visant à perturber le débat public national. L'approche française se double d'une démarche de riposte, incarnée par le compte X « FrenchResponse », chargé de répondre aux fausses informations en ligne de façon humoristique, en s'adaptant aux codes des réseaux sociaux. **Ainsi, bien que la désinformation climatique d'origine étrangère reste marginale dans ces différents cadres, elle y est intégrée comme vecteur supplémentaire de déstabilisation.** S'agissant des conséquences pour les armées, peu de dispositifs permettent, en France, de répondre aux implications opérationnelles de la désinformation climatique.

IV. Scénarii de prospective et recommandations

Scénarii de prospective

| Scénarii | Facteurs crisogènes et situation géopolitique dans la région | Conséquences géopolitiques et pour la France ; impacts pour les forces armées françaises |
|--|--|--|
| <p>2032 – La Nouvelle-Calédonie à l'épreuve d'une campagne de désinformation multiforme</p> | <p>Réchauffement de +1,5 °C dans la région, montée du niveau des océans, érosion du littoral et relocalisations d'habitations.</p> <p>La sécheresse locale entraîne des restrictions d'eau. Alors que les habitants se ruent dans les supermarchés, de fausses informations affirment que l'eau est contaminée. D'autres récits font valoir que la distribution de l'eau est réservée aux non-</p> | <p>Activation d'une cellule interministérielle de crise et d'une cellule de contre-ingérence informationnelle.</p> <p>Perte de confiance de la population calédonienne envers le pouvoir exécutif.</p> <p>Polarisation de la société et méfiance envers les institutions politiques et militaires.</p> |

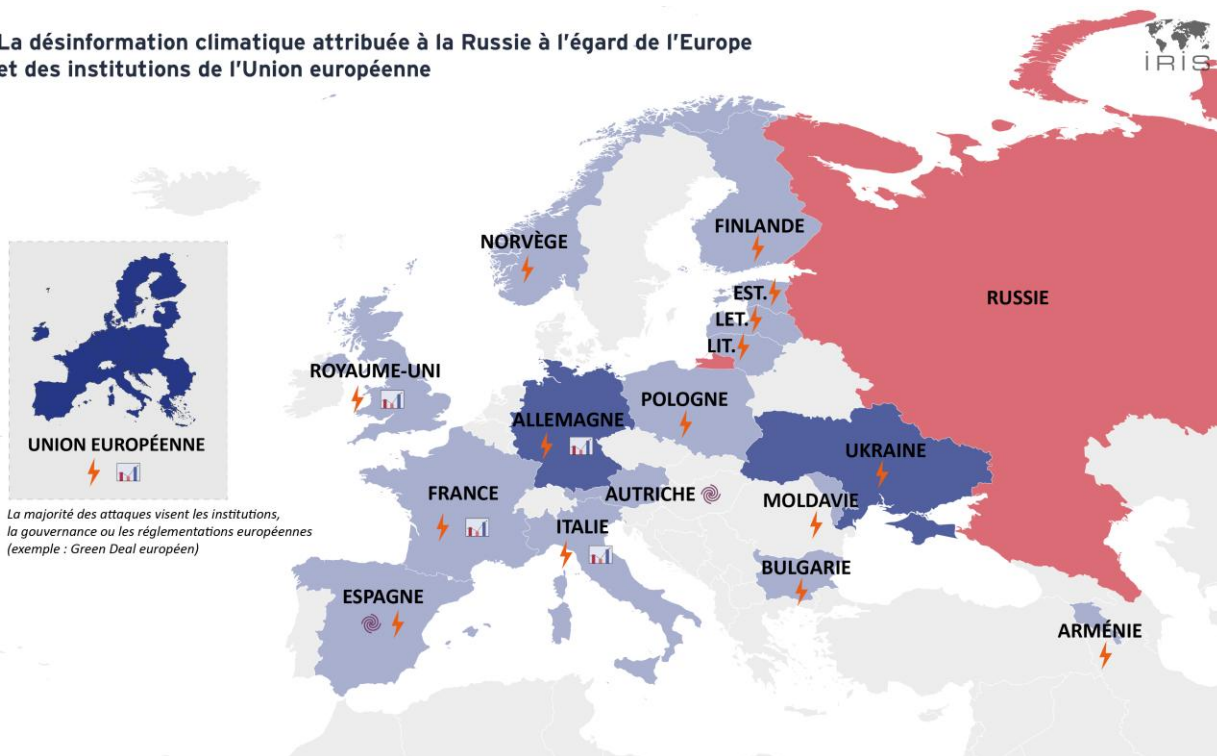
| | | |
|--|---|--|
| | <p>Kanaks, ou que la France est responsable des conséquences du réchauffement dans le Pacifique.</p> <p>Des manifestations se déclenchent, des affrontements avec les forces de l'ordre font des blessés. Un couvre-feu est mis en place, TikTok est suspendu par le haut-commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie.</p> | <p>Remise en question de la légitimité des forces armées françaises en Nouvelle-Calédonie.</p> <p>Remise en question de la crédibilité et de la légitimité de la présence française dans la région.</p> <p>Création d'un groupe de travail interministériel sur les menaces informationnelles en Outre-mer.</p> |
| <p>2037 – Accusations d'expérimentation non déclarées de géo-ingénierie solaire depuis le Centre spatial guyanais</p> | <p>Réchauffement global de +2,4 °C. La géo-ingénierie solaire et les injections d'aérosols stratosphériques (IAS) occupent une place croissante dans les discussions du multilatéralisme climatique.</p> <p>Les États-Unis, dans un contexte de rivalité avec la Chine, y voient une opportunité de maintenir leur supériorité technologique et stratégique.</p> <p>À l'occasion d'un moratoire sur les essais à grande échelle de l'IAS, une campagne de désinformation visant la France fait valoir que celle-ci, alors qu'elle se positionne pour le moratoire, mène des expérimentations au sein du Centre spatial guyanais.</p> | <p>Crise diplomatique importante.</p> <p>Discrédit de la France sur la scène internationale, particulièrement de sa diplomatie climatique et scientifique.</p> <p>Réaction coordonnée du ministère des Affaires étrangères et de l'Élysée. Publication d'une déclaration officielle démentant les accusations.</p> <p>Réflexion doctrinale pour intégrer la géo-ingénierie solaire et les techniques de modification du climat dans la stratégie nationale de lutte contre les manipulations de l'information.</p> |
| <p>2042 – Une intervention de secours d'urgence (ISU) dans le Pas-de-Calais confrontée à une campagne de désinformation</p> | <p>Réchauffement de +1,9 °C en France. D'intenses inondations touchent le Pas-de-Calais, justifiant l'intervention des forces armées et de sécurité civile.</p> <p>Une campagne de désinformation en ligne sur les inondations aggrave le bilan : de mauvais points de rassemblement sont diffusés, de fausses informations appellent les habitants à sortir de chez eux ou à contrevenir aux consignes officielles.</p> <p>Les <i>deepfakes</i> se multiplient, touchant des personnalités gouvernementales et alimentant la crise informationnelle. Des attaques coordonnées (faux appels, ciblage des canaux officiels de messagerie) brouillent les voies de communication.</p> | <p>Superposition d'un événement climatique extrême et d'une crise informationnelle.</p> <p>Entrave considérable à la capacité des forces armées et de sécurité civile à intervenir.</p> <p>Érosion du lien de confiance entre la population et forces de secours, et hausse de la défiance vis-à-vis des services préfectoraux et de l'État dans plusieurs communes, nourries par des faux récits en continu.</p> <p>Une polémique nationale touche les armées françaises quant à leur réactivité et leur capacité à opérer en environnement informationnel et climatique dégradé.</p> |

Recommandations

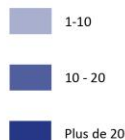
- 1 Intégrer la désinformation climatique dans le cadre de la nouvelle fonction stratégique « influence ».
- 2 Anticiper les risques de manipulation de l'information dans le cadre d'interventions de secours d'urgence (ISU) sur le territoire national.
- 3 Renforcer la coopération et la recherche sur l'étude des liens entre désinformation climatique et ingérences étrangères.
- 4 Assurer le maintien de sources d'informations fiables sur le climat.

Annexe 1. La désinformation climatique attribuée à la Russie à l'égard de l'Europe et des institutions de l'Union européenne

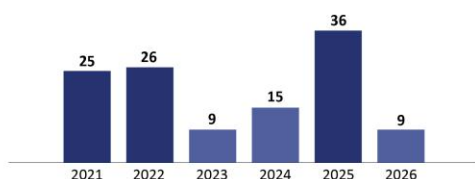
La désinformation climatique attribuée à la Russie à l'égard de l'Europe et des institutions de l'Union européenne



Cas de désinformation climatique identifiées et attribuées à des acteurs étatiques russes à destination de pays européens et institutions de l'UE, entre janvier 2021 et mars 2026



Cas de désinformation climatique identifiées et attribuées à la Russie à destination des pays européens entre 2021 et 2026



Principaux objets de désinformation climatique depuis la Russie vers l'Europe (deux principaux types d'attaques par pays)

- Politique énergétique et climatique** : contenu ciblant les politiques et réglementations en matière énergétique et climatique (ex. les énergies renouvelables).
- Événements climatiques extrêmes** : contenu visant les phénomènes météorologiques (ex. inondations, ouragans, tempêtes)
- Science climatique** : contenu remettant en cause le consensus global sur les changements climatiques (ex. questionner leur existence ou origine anthropique, discréditer les scientifiques)

Objets ciblés par la désinformation climatique russe vers l'Europe et les institutions de l'Union européenne



Source : NewsGuard, EYSSOchR, NewClimate, EcoClimate, MediaMatrix

L'ANALYSE DES ENJEUX SÉCURITAIRES ET DE DÉFENSE LIÉS AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

PUBLICATIONS | PODCAST « SUR LE FRONT CLIMATIQUE » | ÉVÈNEMENTS



www.defenseclimat.fr

